



**SECRETARIAT D'ÉTAT
CHARGÉ DE LA TRANSITION
NUMÉRIQUE
ET DES COMMUNICATIONS
ÉLECTRONIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

31 JAN. 2022

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Paris, le **26 JAN. 2021**

Nos références : MEFI-D22-00378

Vos références : FB/TF-154-2021

Votre lettre du 25 mai 2021

Monsieur le Député,

Vous avez bien voulu appeler l'attention du Premier ministre, qui m'a transmis votre correspondance, sur votre attente en matière de couverture numérique des territoires ruraux, en mentionnant la situation spécifique du réseau cuivre ardéchois.

Le Gouvernement est très attaché à ce que tous nos concitoyens puissent continuer à bénéficier d'un service minimal de qualité, notamment grâce au réseau historique de téléphonie. La période de fermeture progressive de la boucle cuivre s'accompagne d'un plan de renforcement pour maintenir un bon niveau de qualité de service sur le réseau cuivre dont dépendent tous nos concitoyens qui ne bénéficient pas encore d'un accès à la fibre optique.

C'est pourquoi le Gouvernement a demandé à Orange de prendre des engagements complémentaires dans le cadre de la mise en œuvre d'un nouveau plan d'action permettant d'améliorer la qualité globale du réseau cuivre et de soulager les zones en souffrance. C'est un objectif poursuivi par la circulaire du Premier ministre du 5 juin 2021 et par le rappel adressé aux préfetures le 21 octobre 2021. Les services de l'État doivent mettre en œuvre des comités de concertation départementaux sur l'accès aux réseaux de communication électroniques fixes et mobiles, particulièrement dans les départements ciblés en priorité par le plan d'action d'Orange sur le réseau cuivre.

1/3

Monsieur Fabrice BRUN
Député de l'Ardèche
Assemblée nationale
75355 Paris 07 SP



139 rue de Bercy – 75572 Paris
Cedex 12

L'opérateur Orange s'est ainsi engagé à maintenir 500 millions d'euros annuels d'investissements consacrés à l'entretien du réseau cuivre sur l'ensemble du territoire national malgré un nombre de lignes actives en forte décroissance : cela représente un budget par ligne active en augmentation de 22 % depuis 2018.

En effet, 3,3 millions de Français ont souscrit l'année dernière à un abonnement à la fibre, quand 2,5 millions d'entre eux ont résilié leur abonnement cuivre. Dix millions d'euros supplémentaires seront également alloués à 17 territoires prioritaires. L'opérateur renforce son recrutement avec 123 nouveaux postes priorités dans les départements en tension et une augmentation de 30 % des effectifs nationaux d'intervention en cas de crise.

En cas de dysfonctionnement, Orange s'engage à fournir une solution de secours mobile en 24 heures, au maximum, à partir du signalement de l'incident. À défaut de couverture mobile, pour les cas d'interruption de service collective sur une portion de réseau, une solution de téléphonie satellitaire sera mise à disposition en mairie. Les offres du service universel téléphonique seront par ailleurs maintenues.

Le suivi de ce plan est assuré par la mise en place de comités de concertation locaux à l'échelle départementale, composés des représentants d'élus et des opérateurs sous l'égide des préfets, et d'un comité de concertation national qui rassemble, en plus de l'opérateur Orange, des représentants des associations de collectivités territoriales et les services de l'État. Un comité présidé par le préfet de l'Ardèche a ainsi été mis en place depuis le 23 juillet 2021 pour piloter la déclinaison locale de ce plan.

Un prochain comité local aura lieu dans le courant du mois de janvier 2022. S'agissant des engagements de l'opérateur Orange, les 123 recrutements sont quasi finalisés au niveau national. À ces recrutements s'ajoute la force d'intervention d'urgence, composée de 270 binômes, qui a vocation à intervenir en fonction des urgences partout sur le territoire. Ces recrutements ont été effectués au cours du deuxième semestre 2021. La solution de connectivité en mairie en cas de crise collective majeure est disponible depuis l'été 2021. La solution « Intervention en 24 heures garantie » est disponible depuis fin octobre 2021.

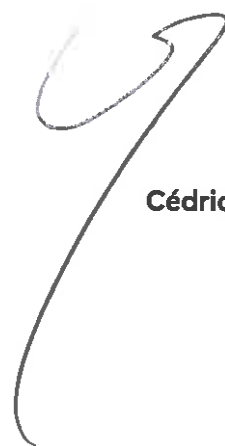
S'agissant spécifiquement du département de l'Ardèche, en comité local, Orange a annoncé que sur les 123 recrutements à l'échelle nationale, 30 postes seraient directement affectés aux deux départements de l'Ardèche et de la Drôme. Ces nouveaux postes interviendront sur une soixantaine de communes ardéchoises ciblées par Orange dans son plan de renforcement du cuivre. Les communes sont ciblées en pays de Lamastre-Tournon, zone de Privas, montagne ardéchoise et Sud Ardèche. Plus spécifiquement, 21 communes sont ciblées par Orange sur les secteurs de la Montagne Ardèche et du Sud Ardèche.

Pour toute information complémentaire sur la couverture numérique de votre territoire, je vous invite à prendre l'attache de la direction générale déléguée au Numérique de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et en particulier de Monsieur Zacharia Alahyane (zacharia.alahyane@anct.gouv.fr), directeur des programmes France Très Haut Débit et France Mobile.

Les représentants locaux de l'opérateur Orange, Messieurs Lionel Chambenoit, directeur des Relations avec les collectivités locales de Drôme et d'Ardèche, lionel.chambenoit@orange.com, et Philippe Daumas, délégué régional Rhône Durance, philippe.daumas@orange.com, se tiennent également à votre disposition.

Soyez convaincu de la pleine mobilisation du Gouvernement au service de l'atteinte de notre objectif commun d'apporter une couverture numérique de qualité sur tout le territoire et de rapprocher le numérique du quotidien de nos concitoyens.

Je vous prie de croire, Monsieur le Député, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a long, sweeping curve that loops back at the top.

Cédric O